

Hôpital de Dole

RÉNOVATION 2C - CHIMIO

C.C.T.P.

Cahier des Clauses Techniques Particulières

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Maître d'ouvrage :	CENTRE HOSPITALIER Louis Pasteur Avenue Leon Jouhaux 39100 DOLE Tel: 03 84 79 80 80
--------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------

Architectes:	REICHARDT & FERREUX ARCHITECTES 170 rue du Docteur Jean Michel 39000 LONS LE SAUNIER Tel: 03 84 47 41,61 Port. 06 08 23 16 96 Courriel: reichardt.ferreux.architectes@wanadoo.fr
--------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Bureau d'étude:	BET FÉBUS INGÉNIERIE 8, rue du Rompot 21121 FONTAINE -LES-DIJON Tel: 09 72 29 05 45 Courriel: contact@febus.fr
-----------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

00.1.1.1 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux et avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants.
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des conditions d'exécution dans un bâtiment en activité, des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir reconnu la nature des matériaux existants en lien avec les prestations à exécuter et avoir vérifié la cohérence par rapport aux plans et CCTP,
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Lors de cette visite des lieux, ils auront pris parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

00.1.1.2 PLANS - COTES ET CONCORDANCE ENTRE LES DOCUMENTS

Les entrepreneurs doivent vérifier soigneusement toutes les indications portées sur les plans, et s'assurer de leur concordance avec le présent CCTP. Les entrepreneurs doivent également s'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes données, ils doivent signaler en temps utile au maître d'œuvre les erreurs ou omissions qu'ils pourraient avoir décelées.

00.1.1.3 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS.

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services techniques de l'établissement, services publics, services locaux ou autres, pour **obtenir toutes autorisations, instructions, accords**, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

00.1.1.4 PRESTATIONS A CHARGES DES ENTREPRISES.

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- l'établissement des plans de fabrication et détails d'exécution,
- la fourniture de tous les documents justifiant de la qualité des matériaux et de leurs performances,
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- les essais et mise en service,
- les nettoyages de fin de chantier,
- la transmission des informations nécessaires au maître d'ouvrage pour l'exploitation du bâtiment,
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans de recollement * comme construit " pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;

- la remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- les frais de branchements et de consommation en énergie nécessaires aux besoins du chantier, et notamment la production d'électricité et les consommations d'eau.
- les frais de consommation d'énergie nécessaire pour le chauffage du chantier.
- la réalisation de tous prototype et témoin demandé par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata ;
- tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

00.1.1.5 INSTALLATION DE CHANTIER :

L'installation de chantier comprenant la mise en place, le transport et l'enlèvement des équipements commun à toutes les entreprises suivant C.C.A.P et P.G.C.S.P.S., seront mis en place et entretenus par les entreprises ou à charge du compte prorata suivant C.C.A.P. et P.G.C.S.P.S. et notamment :

- aménagements des aires de stockage, voies accès et circulation aux différentes installations et équipements de chantier, pistes provisoires pour accès à toutes les cages d'escalier.
- la signalisation du chantier, par une signalisation adaptée, avant la mise en place de cette signalisation l'entreprise du lot GROS OEUVRE prendra contact avec les services techniques de l'hôpital.
- la mise en place de points d'eau en nombre suffisants pour les besoins du chantier et au minimum 1 par niveau ;
- la mise en place de coffrets électrique en nombre suffisants et avec un nombre de prise 10/16 1+T suffisants pour les besoins du chantier et au minimum 1 par niveau et 1 par zone ;
- l'aménagement provisoire si besoin et l'entretien de la base vie dans locaux mis à disposition par le maître d'ouvrage, mais aménagés et entretenus par les entreprises :
 - + Les sanitaires de chantier conforme aux règles de l'hygiène sur les chantiers seront mis en place et raccordés sur les réseaux d'eau et d'évacuation existants sur la parcelle ou sur les réseaux à créer, ils seront en nombre suffisant, entretenus et maintenus dans un bon état de propreté au minimum 1 fois par jour, ils comprendront au minimum : eau chaude et froide, douches , WC , urinoir et lavabos avec savon et sèche main.
 - + Les vestiaires de dimensions suffisantes aérés, isolés, éclairés, chauffés entretenus (au minimum 1 fois par semaine) et équipés d'armoires devront être mis en place à proximité des sanitaires avec un passage couvert entre les vestiaires et les sanitaires.
 - + Locaux de stockage de matériel ou de matériaux.
 - + Un local réfectoire de dimension suffisante si des personnels sont amenés à prendre leurs repas sur le chantier, aéré, isolé, éclairé, chauffé, entretenu (au minimum 1 fois par jour) et équipé de tables, chaises , moyens de réchauffer les plats et garde-manger sera mis en place à proximité d'un point d'eau.
 - + Les bureaux mis en place par les entreprises suivant une implantation définie sur le plan d'installation de chantier, devront être chauffés, éclairés et entretenus au minimum 1 fois par semaine
- Pour la tenue des réunions de chantier il est précisé que le maître d'ouvrage mettra à disposition des entreprises et de la maîtrise d'œuvre une salle de réunion, toutefois l'entretien de cette salle devra être exécutés par les entreprises.

- Il ne sera pas accepter de stationnement des véhicules des entreprises et des personnels des entreprises dans ou à proximité des emprises de chantier, seul seront tolérés es véhicules d'entreprise dans emprise chantier pour les besoins de livraison.

00.1.1.6 PLANNING DE CHANTIER

- Les travaux seront exécutés dans le délai global fixé par l'acte d'engagement et suivant le planning établis par l'OPC, et suivant directives du maître d'ouvrage qui pourra demander toutes les adaptations qu'il jugera nécessaire pour les besoins de maintien de l'activité des services situés à proximité ou dans les niveaux inférieurs et supérieurs.

00.1.1.7 ACCÈS AU CHANTIER.

- Pendant la durée du chantier l'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir ou détériorer la voirie publique, les propriétés mitoyennes, les espaces extérieurs, les locaux hors zones de travaux.
- Pour la durée du chantier les entreprises devront déclarer la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier.
- Pour toute intervention sur le site et notamment hors périmètre chantier (réseaux, locaux techniques ...etc.) les entreprises devront prévenir au minimum 8 jours avant intervention et obtenir un accord du maître d'ouvrage.

00.1.1.8 PROTECTION DES EXISTANTS.

Lors de toute exécution de travaux dans existants, les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des bâtiments, locaux non restructurés, ouvrages et aménagements extérieurs existants contigus ou situés à proximité.

00.1.1.9 PROTECTIONS DES OUVRAGES

Tous les ouvrages seront protégés contre les aléas du chantier. Ils devront être soigneusement emballés pour leur livraison, le stockage sur le chantier et la durée du chantier. Ils pourront être selon le cas des planchers et cloisons de protection, des garde - gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

- Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.
- En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints. Pour les sols en plastique, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.
- Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.
- En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.
- Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.
- Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Les espaces verts et abords devront également être sauvegardés et ne subir aucune dégradation du fait des travaux.

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent article seront implicitement à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- les frais des protections propres à un corps d'état resteront à la charge de l'entrepreneur de ce corps d'état ;

Les frais éventuels de remise en état seront à la charge de l'entrepreneur responsable, ou à défaut ils seront portés au compte prorata.

00.1.1.10 NETTOYAGE et GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les entrepreneurs veilleront à limiter autant que faire ce peut le volume des déchets de chantier. Ils devront chaque fois que possible choisir des matériaux et des fournisseurs avec filières de récupération et de recyclage des chutes et déchets de chantier.

L'ensemble des chutes de matériaux, emballages, et déchets de chantier devront être triés suivant chaque type de déchets (déchets inertes, déchets industriels banals, déchets dangereux) et évacué tous les jours vers des décharges agréées .

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs. En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, dans tous les locaux.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

En fin de chantier et avant réception, l'Entrepreneur devra l'enlèvement des protections et nettoyage complet de ses ouvrages.

Il est rappelé que l'abandon l'incinération ou l'enfouissement sur site des déchets est strictement interdit.

VALORISATION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Les entreprises devront favoriser les fournitures produites par des industriels ayant mis en place des filières de récupération et de recyclage des chutes et déchets de chantier.

Pour les déchets ou matériaux issus du terrassement, démolition, gros œuvre et structure bois et métal devant être mis en décharge, les entrepreneurs s'engagent à réaliser les études sur les caractéristiques techniques et à rendre les mesures nécessaires à la production d'un matériau permettant son utilisation sous forme brute ou mélangée à d'autres composants, conforme aux règles en vigueur dans les travaux publics.

00.1.1.11 GESTION DES MATÉRIAUX ISSUS DES DÉMOLITIONS

L'ensemble des matériaux, provenant des démolitions devront être triés sur le chantier (déchets inertes, déchets industriels banals, déchets dangereux) ; des bennes suivant chaque type de déchets seront mises en place, protégées des intempéries et couvrent de vent et transférées régulièrement vers des décharges agréées qui délivrera un bordereau de suivi des déchets précisant la nature et le poids des matériaux.

Les entreprises veilleront à valoriser le maximum de matériaux par des filières de recyclage assurant une seconde vie aux matériaux.

00.1.1.12 ÉCHAFAUDAGES ETAIEMENTS

- Les prix du marché comprennent implicitement tous les étalements et échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les gardes corps, garde - gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.
- Les entrepreneurs devront s'organiser chaque fois que possible pour la mise en commun, toutefois dans le cas où cette mise en commun ne pourrait être réalisée sur le chantier, l'entrepreneur ne pourra prétendre à une quelconque augmentation de son marché pour ce motif.

00.1.1.13 EMPLOI DE GROS ENGINS MÉCANIQUES.

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

A ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions voisines ;
- entraîner, par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres si minimes soient-ils.

00.1.1.14 BRUITS DE CHANTIER

Les entrepreneurs devront apporter une attention particulière aux bruits de chantier.

Les entrepreneurs devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Le maître d'ouvrage se réservant la possibilité de réduire les niveaux sonores, ou les plages horaires d'émission sonore pour gêner au fonctionnement des services.

Le maître d'ouvrage pourra déterminer des heures où les travaux bruyants seront interdit.

00.1.1.15 REDUCTION DE LA POLLUTION SUR LA PARCELLE ET VOISINAGE.

- Il est rappelé que l'incinération sur le chantier est strictement interdite.
- Une attention particulière devra également être portée sur les rejets atmosphériques causés par les moteurs présents sur le site
- Pour réduire la production de déchets liquide polluants, il sera prévu des système de collecte en vue d'assurer le traitement ultérieur et l'élimination des déchets liquides, pour éviter que les substances liquides ne soient déversées sur le sol ou dans les réseaux d'évacuation , ces mesures s'applique particulièrement à :
 - la fabrication de mortier ou béton sur site,
 - aux peintures, produits de traitement,
 - évacuation des sanitaires et installations de chantier
 -etc.
- Avant de quitter le chantier les véhicules devront être nettoyés pour éviter que les rues avoisinants le chantier ne soient souillés.

00.1.1.16 MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES, RÉSEAUX, Etc.

Les entrepreneurs seront responsables du maintien en bon état des circulations horizontales et verticales, des réseaux de chauffage, plomberie, ventilation électricité ...etc., affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait, faire procéder à tous travaux de nettoyage, ou de réparation nécessaire pour leurs maintiens en état de recevoir du public et de bon fonctionnement.

Les entrepreneurs devront, dans tous les cas, prévenir les services techniques de l'établissement et obtenir l'autorisation du maître de l'ouvrage pour les : arrêts ou coupures des installations de PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VENTILATION et ÉLECTRICITÉ. Ils devront à leurs frais, assurer le placardage et la signalisation correspondante.

00.1.1.17 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

- Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

- L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entrepreneur de gros œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;
- cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Les entreprises devront la remise en état des locaux utilisés pour les stockage, ou installation de chantier, les espaces verts extérieurs : voiries , chemins piétons , espaces verts , détériorés lors des intervention ou utilisés pour la mise en place des installations de chantier.

00.1.1.18 PERCEMENT - SCELLEMENT ET REBOUCHAGES

Les entrepreneurs des lots de second œuvre devront établir et transmettre les plans des percements qu'elles comptent réaliser et nécessaires à l'exécution de leurs ouvrages et notamment : traversées de plancher par les réseaux...

- Tous les percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., dans les murs, cloisons, planchers, etc. existants, nécessaires à l'exécution des travaux des différents corps d'état seront exécutés par les entrepreneurs de ces corps d'état.

- Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

- Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus.

- Pour les scellements de colliers, crampons, attaches, etc., pour fixation de tuyauteries, ainsi que pour les scellements de consoles pour radiateurs ou convecteurs, les entrepreneurs concernés auront à leur charge le scellement au mortier ainsi que le raccord au plâtre ou au mortier.

- Tous les autres scellements seront à réaliser au mortier par les entrepreneurs concernés, ces scellements devant être arasés suffisamment en retrait du nu fini afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour l'exécution du raccord.

- Comme il est dit ci-dessus pour les réservations et percements, etc., les différents entrepreneurs auront à leur charge tous les rebouchages de percements, saignées, etc., dans les murs, cloisons, planchers.

- Les rebouchages de percements, saignées, etc., devront toujours être assuré en matériaux compatible avec la nature des murs dans lesquelles sont réalisés ces percements et rebouchages, et de manière à ne pas affaiblir la stabilité ou les capacités à reprendre des efforts des murs, et devront être arasés suffisamment en retrait du nu fini de la paroi, afin de réserver l'épaisseur nécessaire à l'exécution des raccords.

- Tous les frais afférents aux dispositions du présent article sont implicitement compris dans le prix du marché des différents entrepreneurs.

00.1.1.19 ÉTAT DES LIEUX

- L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE, fera établir un état des lieux des existants et éventuellement des propriétés voisines avant le début des travaux et après finition de ceux-ci. Cet état des lieux sera établi par huissier, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.
- Les frais de ces états des lieux seront supportés par les entrepreneurs et portés au compte prorata.

00.1.1.20 ÉCHANTILLONS

- Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.
- Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

00.1.1.21 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Le bâtiment est classé ERP. Les entreprises devront respecter toutes les règles applicables à ce type de d'établissement et notamment : les règles de sécurité dans les ERP incendie, accessibilité pour les personnes handicapées.

Le bâtiment est situé en zone sismique 3 à risques modérés.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, en respectant l'ensemble des règles de calcul, normes, DTU, REEF , et règlements en vigueur à la date d' exécution des travaux , avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués * non traditionnels " devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

00.1.1.22 ÉTUDES ET PLANS DE FABRICATION.

- Le CCTP clauses communes à tous les lots et les CCTP spécifiques à chaque lot ont pour objet de renseigner les Entrepreneurs sur le but recherché et sur la qualité des ouvrages.

En conséquence :

- les renseignements donnés dans les articles qui suivront ne pourront être considéré comme limitatif.

- Les plans et schémas du Maître d'Œuvre ne donnent que des principes de construction et ne pourront pas être considérés comme détails définitifs.

- Les diamètre, sections et quantité données à titre indicatif seront vérifiées par l'Entrepreneur. Les corrections éventuelles étant mineures par rapport à l'ensemble des prestations, celles-ci ne pourront entraîner aucune modification du prix convenu.

- Les entrepreneurs ne peuvent, de leur propre chef, apporter aucun changement aux dispositions du projet, ni aux matériaux prévus.

- Au cas où les entrepreneurs désireraient modifier les dispositions prévues, ils seraient tenus d'en informer préalablement le Maître d'Œuvre et d'en indiquer les raisons. Dans le cas contraire ou en cas de rejet de la modification, les dispositions du projet devront être respectées, même si un accord a été donné sur un plan d'exécution comportant une modification non signalée.

Les plans d'exécution des lots de STRUCTURE, PLOMBERIE, CHAUFFAGE et ÉLECTRICITÉ sont à la charge des entreprises des lots concernés et devront être établis par un bureau d'étude, soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

- L'entrepreneur présentera avant exécution tous les matériaux, prototypes, et essais qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.

- Il est précisé qu'il sera réalisé préalablement au démarrage des travaux dans la phase de préparation de chantier le réaménagement de locaux témoin.

00.1.1.23 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX

- Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1^{ère} qualité en l'espèce indiquée.

- Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

- Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés, s'il juge qu'il ne sont de qualité, d'esthétique ou performance équivalente.

- Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à * Avis Technique ", l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un * Avis Technique ".

- Pour les produits ayant fait l'objet d'une * Certification " par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un * Certificat de qualification ".

- Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention * ou équivalent ", ne sont pas donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif. Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

00.1.1.24 CHAUFFAGE DE CHANTIER

Le chauffage du chantier sera assuré par les installations existantes.

00.1.1.25 MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS

- Les entrepreneurs devront les mises en service de leurs installations de l'opération et devront fournir au maître d'ouvrage toutes les informations et documentations nécessaires à l'utilisation, l'exploitation et la maintenance de ces installations et équipements.

- Pour ce faire ils prévoiront un temps nécessaire en 1 ou 2 1/2 journée au cours desquels ils assureront la formation des exploitants et de toutes personnes désignées par le maître d'ouvrage e fournirons les documents nécessaires.

A l'issue de cette formation ils transmettront au maître d'œuvre une attestation de formation avec le nom et la signature des participants et la liste des documents remis.

00.1.1.26 DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

- En fin de chantier les entreprises et dans un délai maximal de 2 semaines après réception, les entrepreneurs transmettront au maître d'œuvre les Dossiers des Ouvrages Exécutés D.O.E. en 4 exemplaires, comprenant :

- notes de calcul
- plans de recollement
- carnets de détails de fabrications
- listes des matériaux et matériels mis en œuvre avec référence complète
- procès-verbaux de classement des matériaux
- procès-verbaux d'essais
- procès-verbaux des essais COPREC
- notices de fonctionnement

00.1.1.27 LIMITE DE PRESTATION.

- Les CCTP ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, ouvrages, détails ou dispositif, il reste entendu que seront compris dans les prix forfaitaires non seulement tous les ouvrages indiqués aux pièces du marché mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction.

- Ne sont prévus dans le cadre de la présente opération, l'ensemble des mobiliers, dépose et repose des mobiliers autres que ceux spécifiquement décrit et l'ensemble des équipements.

ACCEPTÉ PAR LES ENTREPRENEURS
Le

LE MAÎTRE D'OUVRAGE
Le